

**REPORTAGE**  
UNE JEUNESSE ROYALISTE

**ADRIAN PABST**  
LE TRUMPISME DÉCRYPTÉ

**AUGUSTIN FRISON-ROCHE**  
RETOUR À L'ART SACRÉ

# L'INCORRECT

**Faites-le taire !**

*L'ENQUÊTE INTERDITE*

## **SILENCE ON VIOLE**

*LA RANÇON DU VIVRE ENSEMBLE*

BELUX: 7,40 € - GH: 11,70 FS - CAN: 12,50 \$Ca

L 13401 - 84 - F: 7,90 € - RD



Tinnakorn Jorruang - iStock



## JEAN-DIDIER LECAILLON

# Ce que l'économie doit à la famille

Dans un essai d'une grande rigueur scientifique, à la fois précis et opérationnel, Jean-Didier Lecaillon, professeur émérite de l'université Paris-Panthéon-Assas et vice-président de l'Association des économistes catholiques, démontre que notre vie économique dépend pour beaucoup de la bonne santé des familles.

PROPOS RECUEILLIS PAR RÉMI CARLU  
PHOTO DE BENJAMIN DE DIESBACH



**La famille est la « cellule de base de la société ». Que cela signifie-t-il de votre point de vue d'économiste catholique ?** L'expression n'est pas de moi et dépasse largement l'économie d'une part, la religion d'autre part ! Je la reprends bien volontiers à mon compte dans la mesure où elle est une façon de reconnaître implicitement l'existence naturelle de la famille et de nous prémunir d'une conception strictement individualiste de celle-ci.

Mais, puisque vous associez le qualificatif « catholique » à mon statut d'économiste, ce qui est factuellement exact, je précise que si je prends comme définition de la famille celle de la Doctrine sociale de l'Église qui a l'avantage d'être précise, j'en démontre la pertinence avec des arguments qui relèvent uniquement de l'économie. En cela, je ne fais que répondre à Jean Paul II quand il demande aux scientifiques de faire non pas de la philosophie, de la morale ou de la théologie, mais de la science. Comme économiste, je m'adresse donc, au-delà des croyants, à toutes les personnes de bonne volonté, celles qui peuvent être touchées par la raison.

**À propos du développement économique, vous soulignez l'importance du « capital humain ».**

Pendant longtemps, la plupart des économistes ont considéré les dépenses dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la culture comme des dépenses de consommation et non d'investissement. La conséquence a été, et reste pour ceux qui refusent de considérer la réalité, soit par idéologie, soit parce que c'est trop

compliqué, de n'en considérer que le coût alors que c'est le rendement qui prime en matière d'investissement. La théorie du capital humain a fort justement remis au cœur de l'analyse de la croissance ces facteurs intrinsèquement liés à la personne humaine.

**Quelle part la famille joue-t-elle dans la production du capital humain ?**

Une part essentielle puisque les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants. Au-delà de nombreux apprentissages directement utiles pour l'activité économique et dont une partie est acquise grâce à l'entourage familial, tels que des compétences techniques et des savoirs académiques, nous devons ajouter des « connaissances non cognitives » (voir les travaux de James Heckman, prix Nobel d'économie en 2000), du savoir être en quelque sorte, tout aussi nécessaires à la vie économique et sociale et que l'enfant découvre dès le plus jeune âge. Je pense en particulier aux qualités intellectuelles et morales, aux règles du savoir vivre tout simplement. Je rappelle que les êtres humains sont des « êtres de relations ». Et puis (surtout ?), le capital humain consiste d'abord

**« Le travail domestique est évalué entre 22 et 55 % du PIB selon les pays (35 % en France) »**

Jean-Didier LECAILLON



**LA FAMILLE AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE,**  
JEAN-DIDIER LECAILLON,  
Salvator, 260 p.,  
22 €

dans le don de la vie humaine : la famille occupe là une place essentielle !

**Que représente la production domestique, véritable parent pauvre de la comptabilité nationale ? Comment mieux la prendre en compte, voire la valoriser ?** C'est effectivement une réalité ignorée comme je l'explique dans mon ouvrage. Il faudrait *a minima* la mentionner dans la production des statistiques publiques en ménageant une rubrique à ce sujet. Diverses recherches ont permis d'en évaluer l'importance à partir de méthodes différentes. Sans entrer ici dans les détails, le travail domestique est évalué entre 22 et 55 % du PIB selon les pays (35 % en France).

Quant à valoriser cette activité parentale, ce devrait être l'objet d'une véritable politique de promotion de la famille. Quelles que soient les évaluations retenues en effet, cette activité est à l'origine d'une production, qualifiée de domestique, qui est très importante économiquement. Dire comme je l'entends souvent qu'elle n'a pas de prix finit par laisser entendre qu'elle n'a pas de valeur... Cette façon d'échapper à une difficulté certaine (c'est trop difficile, donc n'en parlons pas) n'est pas adaptée à une vision d'avenir. Elle ne permet pas de faire des choix justes et efficaces ce qui devrait être la première préoccupation des responsables politiques. Certes, toute l'activité domestique n'est pas consacrée à la production de capital humain mais les ordres de grandeur sont suffisants pour dire que cette production de richesse justifierait la mise en place d'une forme de revenu parental.

**Quels sont les coûts de l'instabilité familiale d'un point de vue économique et social ?**

Les coûts sont d'abord pour les personnes directement concernées, pour les éventuels enfants ensuite et au-delà effectivement pour l'ensemble de la société. Comme pour la question précédente, il est difficile de donner un chiffre précis. Est-ce d'ailleurs nécessaire ? Je cite de nombreuses enquêtes effectuées, le plus souvent aux États-Unis mais aussi et de plus en plus en Europe. Les chiffres sont suffisamment importants pour qu'une politique publique de prévention



des séparations, sans prétendre les interdire évidemment, soit envisagée. Il conviendrait peut-être aussi de mettre les personnes concernées devant leurs responsabilités ; en face des droits, il y a des devoirs...

Je relève par exemple, pour donner un ordre de grandeur, un montant supérieur à 100 milliards de dollars aux États-Unis. Nous pourrions ajouter les résultats des enquêtes qui montrent les incidences des ruptures familiales sur les résultats scolaires et/ou l'emploi des enfants devenus adultes. Au-delà, ces résultats confirment que la fondation d'une famille nécessite de la stabilité tandis que la majorité des jeunes soulignent le caractère structurant de la famille.

**Vous distinguez la politique familiale de la politique nataliste et de la politique sociale. Que recouvre chacune d'elles ?** Une politique nataliste est réduite à une action sur la natalité (les naissances) ; c'est dire qu'elle ignore toute la dimension investissement dans le capital humain. Une politique sociale a pour objectif de corriger des situations considérées comme mauvaises ; son extinction est la marque de son efficacité. En revanche,

sauf à dire que la famille est un handicap, une véritable politique de promotion de la famille doit être incitative et ne peut être que durable.

**Comment mieux prendre en considération le rôle particulier des femmes au sein du foyer ?**

La particularité, c'est une réalité naturelle qui est ou non reconnue par la culture ambiante : mettre au monde un enfant est le propre de la femme ! Cette supériorité féminine est aujourd'hui ignorée économiquement, médiatiquement, socialement ; la maternité devrait être honorée... Au-delà de prestations et de mesures fiscales, pourquoi ne pas considérer la dimension sociale de la fondation d'une famille ? C'était le sens du mariage civil avant qu'il ne soit réduit à un moyen de gestion patrimoniale. Assurer la reconnaissance institutionnelle de la famille pourrait aller jusqu'à la création d'un statut entraînant droits et devoirs et associant libre choix et engagement. Je laisse le soin aux juristes de déterminer comment. Pour l'économiste, la valorisation du travail domestique (l'activité parentale est créatrice de richesse comme nous l'avons vu) serait déjà une réponse bien concrète. ♦

## BONS SAMARITAINS

« La Science économique est chez nous de perverse origine. Elle est la bâtarde de ce malheureux dix-huitième siècle qui a osé faire directement la guerre à Dieu, et plus qu'à Dieu même, à son fils, N.-S. Jésus Christ », tonnait Jules Barbey d'Aurevilly en son stupide XIX<sup>e</sup> siècle. De l'eau a coulé depuis, et les catholiques ont développé entre-temps une riche tradition de pensée en la matière, dite catholique-sociale. C'est à répandre ces lumières que s'attelle aujourd'hui l'Association des économistes catholiques. Créée en mai 2000, elle regroupe des économistes (universitaires ou professionnels en entreprise) qui entendent développer une expertise parfaitement scientifique en même temps qu'aussi parfaitement fidèle à la Doctrine sociale de l'Église, en atteste leur manifeste. Présidée par Pierre de Lauzun, ancien haut-fonctionnaire, l'Association publiait dernièrement l'ouvrage collectif *Famille et économie à la lumière de la Doctrine sociale de l'Église* aux éditions Téqui. ♦ RC